

## NOTE DE SYNTHÈSE SUR L'AGRICULTURE ET L'ENVIRONNEMENT (Situation en novembre 2011)

### Principales statistiques agricoles:

- L'agriculture contribue à 25 pour cent du PIB et emploie 60 pour cent de la population.
- 76 pour cent des ménages ruraux ont accès à la terre.
- 80 pour cent des parcelles disponibles sont cultivées; 21 pour cent utilisent des engrais.
- L'agriculture fournit 50 pour cent de l'emploi en général et 80 pour cent des emplois dans les zones rurales.
- 83 pour cent des terres cultivées ne sont pas irriguées.
- 28 pour cent de la terre est appropriée pour la culture et 21 pour cent est non-adaptée.
- 45 pour cent de la population souffre d'insécurité alimentaire<sup>1</sup>.

### Principales statistiques concernant l'environnement:

- 72 pour cent des besoins en énergie domestique proviennent de la biomasse, en particulier le charbon et le bois, qui sont utilisés pour la cuisine.
- Avant le tremblement de terre, l'indice de risque de catastrophe naturelle pour Haïti était de 12,9 (parmi les plus élevés au monde)<sup>2</sup>.
- Haïti a 35 zones protégées par la loi.
- La couverture forestière du pays a diminué de façon spectaculaire au cours des 30 dernières années et couvre actuellement seulement deux pour cent d'Haïti.
- 85 pour cent des bassins versants du pays sont dégradés, entraînant des inondations fréquentes, l'érosion des sols et l'épuisement des nutriments de base et de la qualité du sol critique pour la production agricole.

### Information financière<sup>3</sup>:

- A ce jour 68 millions USD ont été décaissés de 80,4 millions USD engagés au titre du montant total 148,4 millions USD promis par les donateurs à la conférence de New York des donateurs pour Haïti NY en ce qui concerne l'agriculture.

**Les principaux donateurs dans le secteur agricole:** BID, Canada, Banque Mondiale, Etats Unis, Union Européenne, Banque Caribéenne de Développement, Espagne, AFD, Norvège et ONU.

Le séisme a eu un impact sévère sur les zones rurales autour des principales villes : 32% des fermiers dans les zones rurales touchées par le séisme ont perdu leurs stocks de semences, (principalement de maïs et de haricots) et 4% ont perdu leur bétail. En outre, des pertes d'actifs (29% des maisons d'agriculteurs ont été détruites ou endommagées), la baisse des revenus agricoles, la distorsion des marchés et la disponibilité réduite des revenus ont été enregistrées. Les familles rurales accueillant les déplacés du milieu urbain ont eu recours à des mécanismes d'adaptation extrêmes tels que le démembrement des actifs, la vente d'animaux (32% ont vendu plus d'animaux que d'habitude pour acheter de la nourriture), et la consommation des réserves alimentaires des ménages. L'insécurité alimentaire chronique reste un problème important en Haïti. La production nationale couvre 45% des besoins en nourriture. Il est estimé, à travers le pays qu'en septembre 2010, entre 2,5 et 3,3 millions de personnes vivaient dans une situation d'insécurité alimentaire<sup>4</sup>. Réhabiliter les terres agricoles et soutenir les agriculteurs dans les zones touchées par le séisme est l'un des objectifs clés du plan de reconstruction du Gouvernement Haïtien. Les agriculteurs et les associations de producteurs agricoles cherchent à améliorer leurs capacités de production pour ouvrir de nouveaux marchés et vendre leurs produits.

En ce qui concerne l'environnement, Haïti était déjà caractérisé par un environnement extrêmement endommagé avant le tremblement de terre. Les forêts représentent moins de 2% du territoire, et on assiste à une concentration de population dans quelques bassins hydrographiques enclins aux inondations. Entre 1996 et 2010, Haïti a fait face à 15 catastrophes et avant le tremblement de terre, il s'agissait déjà d'un pays en crise prolongée, avec 57% de la population sous-alimentée (FAO) et la notation alarmante de 28 en ce qui concerne

<sup>1</sup> Enquête Nationale de Sécurité Alimentaire, mai 2011.

<sup>2</sup> Disaster Risk Reduction, A development challenge, UNDP, 2004.

<sup>3</sup> OSE.

<sup>4</sup> Évaluation au sujet de la Sécurité Alimentaire (AESA II), 2010.

l'Indice Global de Faim dans le monde (IFPRI). La population est confrontée à une pauvreté extrême et à des conditions géographiques, géologiques, géomorphologiques et climatiques exposant le pays à un large éventail de menaces face à des phénomènes naturels. Haïti a le taux le plus élevé de risque de cyclones de tous les petits états insulaires en développement. En outre, Haïti a récemment été identifié comme l'un des pays les plus vulnérables face au changement climatique. Chaque occurrence rend les ressources du pays plus fragiles, et la vulnérabilité croissante à son tour, aggrave l'impact de la prochaine crise.

## I. Principaux progrès

- Le cluster Agriculture a depuis le séisme, coordonné les activités de plus de 200 organisations et institutions qui y participent.
- Création de jardins familiaux, la supervision technique et la formation dispensée à 6000 familles dans les quartiers les plus défavorisés de Port-au-Prince.
- À la suite du tremblement de terre, le Ministère de l'Agriculture a distribué des semences et des outils à 13 000 familles d'agriculteurs dans les zones rurales. Avec l'appui de l'USAID, plus de 10 000 agriculteurs ont augmenté de manière significative les rendements obtenus pour des cultures importantes (maïs, pois, riz, légumes, pomme de terre et banane plantain) dans les départements de l'Ouest, de l'Artibonite et dans la région de Mirebalais; plus de 7 000 producteurs de cacao du département du Nord ont également augmenté leur rendement et leur revenu grâce à un programme de fermier-école; l'appui à l'extension agricole et aux nouvelles technologies ont amélioré la gestion des fermes dans le Sud, le Sud-Est et le Plateau central. Par ailleurs, six centres ruraux de développement durable (incluant le centre moderne de la Plaine du Cul de Sac) soutiennent la recherche agricole appliquée dans les départements de l'Ouest, de l'Artibonite et dans la région de Mirebalais. Le centre de formation et d'aménagement intégré des mornes du Limbé a aussi été réaménagé.
- D'autres interventions en 2011 ont inclus l'achat local du lait pour environ 25 000 ménages et la création de milliers d'emplois temporaires au travers d'activités d'argent contre travail ciblant les ménages souffrant d'insécurité alimentaire.
- Plan d'action 2011-2012 du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural. Des filets de sécurité basés sur les programmes d'argent et nourriture contre travail, l'aide alimentaire aux populations particulièrement vulnérables, et le soutien aux petites entreprises constituent des éléments de la réponse d'urgence, visant à atténuer l'impact des augmentations de prix de la nourriture et du carburant sur les ménages les plus pauvres.
- Un total de 543 245 enfants et mères ont bénéficié de conseils sur la nutrition depuis 2010.
- Un Plan de contingence a été développé pour la saison des ouragans 2010 et 2011 pour soutenir l'intervention d'urgence du gouvernement face aux ouragans et à leur impact sur le secteur agricole.
- Un programme sectoriel irrigation dans les plaines de l'Arcahaie, Saint Marc et Montrouis ainsi qu'un programme d'appui aux filières agricoles dans la plaine des Cayes financés respectivement à hauteur de 5,3 M€ et 4,5M€ par l'AFD.
- Contribution de la Norvège dans le secteur agriculture-environnement (y compris énergie renouvelable) en partenariat avec la BID/MARNDR à hauteur de 14 millions USD et à travers le FRH à hauteur de 30 millions USD pour l'environnement et la réduction des risques.

### Environnement:

- Un système d'alerte précoce au niveau national a été établi et testé lors d'un exercice de simulation pendant le passage de la Tempête Tropicale Emily et de l'ouragan Irène.
- Développement d'une feuille de route sur la réduction du risque sismique et cartographie des risques sismiques de Port-au-Prince.
- Formation et l'équipement de plus de 50 comités de gestion des catastrophes aux niveaux locaux qui sont remis aux collectivités pour préparer et à réagir aux catastrophes.
- Des activités d'agroforesterie et de conservation de sol ont été exécutées dans plusieurs bassins versants des départements de l'Ouest, de l'Artibonite, du Nord, du Centre, du Sud et du Sud-Est. Des plans d'aménagements de bassins versants ont été préparés. Les grands projets de gestion des bassins

versants achevés ou en cours au niveau départemental et accords avec les comités de gestion des bassins versants (par exemple dans le Sud).

## II. Défis & problèmes

### Agriculture:

- Les principales contraintes qui affectent la modernisation de ce secteur sont l'environnement (érosion des bassins versants, la déforestation accélérée, une mauvaise rétention des eaux pluviales, la récurrence des catastrophes naturelles), économiques (décapitalisation, l'accès limité aux intrants, le manque d'accès au crédit, la segmentation du marché, la dépendance quant aux importations de produits alimentaires, les prix élevés, la commercialisation désorganisée, le manque de fonds) et techniques (systèmes d'irrigation pauvre, faible résilience de l'infrastructure, le manque d'information et de formation, le manque de services de soutien) ainsi que le problème du régime foncier. La faiblesse de la production agricole nationale est aussi une réflexion sur les contraintes majeures telles que la non-disponibilité de semences de qualité, le manque de soutien technique sur le terrain et la faible utilisation des engrais.
- Renforcement des mesures préventives ainsi que les campagnes de sensibilisation pour réduire l'impact du choléra dans l'agriculture.

### Environnement:

- Les déchets médicaux, les gravats et matériaux de démolition, déversements secondaires et les produits chimiques dangereux, les glissements de terrain et de multiples petits glissements de terrain visibles sur tous les coteaux de la région touchée, ainsi que l'impact environnemental des déplacements massifs de population sont quelques-uns des défis auxquels Haïti devra faire face à des années à venir.
- Le Décret du 20 Janvier 2006, a défini la politique nationale à cet égard et a proposé le développement d'un cadre institutionnel, à savoir le Système National de Gestion de l'Environnement (NEMS). Augmentation de l'appui politique et financier pour le Ministère de l'Environnement pour mener à bien le leadership nécessaire en matière de gouvernance environnementale en vue d'appliquer le décret.
- Promotion de la sécurité alimentaire et économique pour les communautés haïtiennes, la sécurité de l'écosystème ainsi que la mise en œuvre de mécanismes rationnels et efficaces de coordination interinstitutionnelle pour assurer une gestion harmonieuse et la cohabitation entre la population et les ressources environnementales.
- Gestion de l'environnement sur une base de partenariat, forger des alliances avec la société civile pour parvenir à une gestion responsable et durable des ressources, l'amplification de la régulation, la supervision, le suivi et la surveillance.
- Accroître la coordination et la gestion efficace des services d'urgence (pompiers, hôpitaux, police), aux niveaux national, régional et local.

## III. Sélection des programmes principaux - agriculture et environnement (source: MPCE / données du MGAE)

### Programme 1

Titre du programme	<b>WINNER</b>
Donateur	USAID
Les partenaires d'exécution	Chemonics
Financement	47 millions USD (66% de ce montant a été octroyé à des organisations locales)
Date d'achèvement	Non définie

## Programme 2

Titre du programme	<b>Intensification de l'agriculture</b>
Donateur	BID
Les partenaires d'exécution	MARNDR
Financement	41,9 millions USD
Date d'achèvement	2011

## Programme 3

Titre du programme	<b>Ennery-Quinte projet d'intensification agricole</b>
Donateur	BID
Les partenaires d'exécution	MARNDR
Financement	27,1 millions USD
Date d'achèvement	2011

## Programme 4

Titre du programme	<b>Programme d'Assistance Multi-annuel</b>
Donateur	USAID
Les partenaires d'exécution	Catholic Relief Services, ACDI VOCA et World Vision
Financement	17,9 millions USD
Date d'achèvement	Non définie

## Programme 5

Titre du programme	<b>Programme de mitigation des désastres naturels en priorité dans les bassins versants</b>
Donateur	BID
Les partenaires d'exécution	MARNDR
Financement	15 millions USD
Date d'achèvement	Juin 2012

## Programme 6

Titre du programme	<b>Initiatives de changement climatique</b>
Donateur	Canada
Les partenaires d'exécution	
Financement	5,1 millions USD

## Programme 7

Titre du programme	Développement Economique pour un Environnement Soutenable
Donateur	USAID
Les partenaires d'exécution	Development Alternative Inc.
Financement	5 millions USD